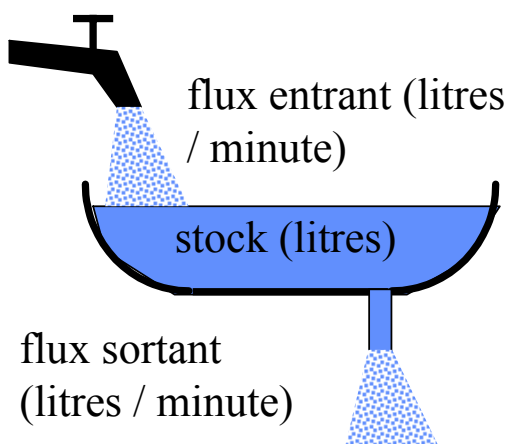


- ✓ Flux & stocks
- ✓ Entreprise : valeur ajoutée, excédent brut d'exploitation
- ✓ Macro-économie : Produit intérieur brut
- ✓ Valeur, monnaie, échanges
- ✓ Production et productivité
- ✓ Croissance, consommation, productivité, emploi
- ✓ Salaire, revenu des ménages, protection sociale
- ✓ Budget de l'état, fiscalité
- ✓ Financement de la protection sociale

Flux et stocks



Exemples de stocks :

- Réserves naturelles de pétrole (en Tonnes)
- Nombre de voitures en circulation
- Montant de mon compte en banque (en €)

Exemples de flux :

- Consommation d'énergie (en TEP / an)
- Production de voitures (en véhicules / an)
- Revenu des ménages (en Mds € / an)
- PIB (Produit Intérieur Brut) d'un pays

Un stock est une quantité

**Un flux est une quantité
par unité de temps**

✓ Premier cas :

Mon voisin aime jardiner : Nous échangeons un panier de pommes de terres contre un panier de tomates.

Ou même : Je lui achète un panier de pommes de terres pour 10 € .

⇒ **Bilan économique de la transaction = 0**

✓ Deuxième cas :

Mon voisin est maraîcher : Il me vend un panier de pommes de terre pour 10 € .

⇒ **Bilan économique de la transaction = 10 €**

✓ Conclusions:

⇒ L'économie ne voit de la valeur que lorsqu'il y a échange marchand.

⇒ N'y a-t-il de valeur que dans l'échange marchand ? NON, dans les deux cas mon voisin a produit la même chose !

⇒ L'échange marchand crée-t-il de la valeur ? NON, il la révèle seulement, car c'est seulement « à l'occasion » de l'échange marchand que l'on comptabilise la valeur.

✓ **Je viens d'acheter une tomate à mon voisin pour 0,1 € . J'ai donc en main une valeur de 0,1 € . Mon voisin aussi : il a en main une pièce de 0,1 €**

✓ **Que représente cette valeur ?**

⇒ La valeur ajoutée produite grâce au travail de mon voisin.

✓ **Je mange la tomate : où est la valeur ?**

⇒ Elle n'existe plus ! La valeur est détruite lors de la consommation ou de l'usage des biens et services produits.

✓ **Oui mais mon voisin, lui, a une pièce de 0,1 € !**

⇒ Très juste, mais imaginons que tout le travail possible ait été réalisé par mon voisin pour produire cette tomate, contre quoi échangera-t-il sa pièce ? RIEN !

✓ **Alors qu'est-ce que la monnaie ?**

- ✓ **Un bien échangeable contre tous les autres**
 - ⇒ La monnaie facilite les échanges dans la mesure où elle est acceptée par tout le monde en échange d'un bien ou d'un service
- ✓ **Un étalon de valeur**
 - ⇒ En exprimant la valeur de tous les biens et services en monnaie, il est facile de comparer la valeur relative des biens et services les uns par rapport aux autres.
- ✓ **La monnaie est, globalement, la contrepartie du travail courant effectué en vue d'une production marchande.**
 - ⇒ La monnaie représente donc un flux : celui du travail actuel. Si ce flux venait à se tarir, il resterait des pièces (un stock de pièces)... mais sans valeur !
- ✓ **Alors, pourquoi dit-on d'une pièce qu'elle a de la valeur ?**
 - ⇒ Parce que nous avons confiance dans la pérennité du flux du travail courant, comme nous avons confiance dans le fait que si nous allions sur le pont voisin, nous verrions couler de l'eau dessous !

- ✓ **L'épargne**
 - ⇒ Epargner, c'est ne pas transformer immédiatement toute notre monnaie en biens et services.
 - Nous pouvons alors « thésauriser », c'est à dire garder notre monnaie (sous un matelas par exemple...)
 - Nous pouvons aussi la « placer » sur un compte.
- ✓ **Que devient la monnaie ainsi « placée » ?**
 - ⇒ La monnaie placée n'est jamais stockée. Elle est utilisée pour acheter des « titres financiers », c'est à dire des droits à monnaie future ! Seule la finance se stocke ! Les vendeurs de ces titres vont utiliser immédiatement cette monnaie pour obtenir des biens et services.
- ✓ **Comment récupérer la valeur « plus tard » ?**
 - ⇒ En vendant les titres financiers, contre de la monnaie existant à ce moment là ! Si à ce moment il n'y a plus de monnaie les titres ne vaudront rien !

Transférer de la valeur dans le temps ?



✓ Ni la monnaie, ni l'épargne ne permettent de transférer de la valeur dans le temps

- ⇒ La monnaie parce qu'elle ne représente que le flux du travail courant.
- ⇒ L'épargne parce que, ce qui se stocke, ce sont des titres qui n'ont pas de valeur « en soi » mais sont seulement des « droits à valeur » pour le futur, si celle-ci existe au moment de les transformer en monnaie.

✓ L'investissement

- ⇒ Investir consiste à consacrer une partie de son travail à la production de biens et services durables (c'est à dire qui ne sont pas consommés entièrement ou détruits lors de leur premier usage).
- ⇒ C'est la seule manière de transférer de la valeur dans le temps !

Production et productivité



✓ La production est un flux

- ⇒ Un paysan produit des pommes de terres : sa production est de 3 tonnes par an
- ⇒ On a produit 290 000 logements en 1995
- ⇒ Elle peut être exprimée en valeur monétaire : la production annuelle de blé est de x Mds € .

✓ La productivité est un taux

- ⇒ C'est le rapport entre la production et les moyens mis en œuvre pour la réaliser.
- ⇒ Un paysan produit 3 tonnes de blé en travaillant 1000 heures, sa productivité est de 3 kg de blé par heure de travail
- ⇒ Elle peut être aussi calculée en utilisant des valeurs monétaires : Prix des biens et services produits / coût des moyens mis en œuvre.

Productivité physique et productivité apparente



✓ Productivité physique

⇒ La Thaïlande a produit en 2000 23,4 millions de tonnes de riz, pour une population agricole de 48,5 millions soit 0,48 tonnes par an et par personne employée dans le secteur agricole.

✓ Productivité économique

⇒ En 2000 le cours du riz thaïlandais était de 207 \$/tonne. Exprimée en valeur monétaire la productivité était donc de $0,48 \times 207 = 99,4$ \$ par personne.

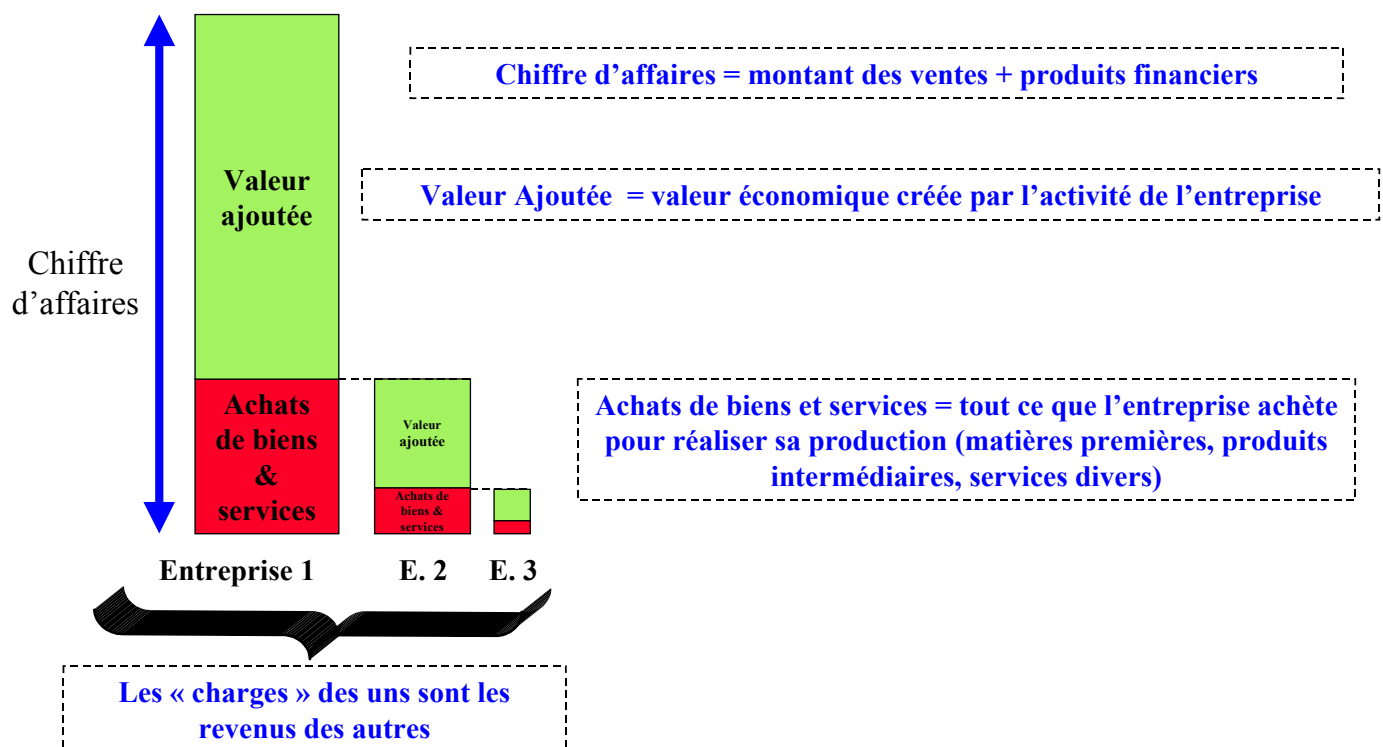
⇒ Mais en 1999 le cours du riz thaïlandais était de 253 \$/tonne. Exprimée en valeur 1999 on aurait donc eu une productivité annuelle de $0,48 \times 253 = 121,4$ \$ par personne et par an, soit 22 % de plus !

⇒ Même si la productivité physique avait progressé de 10 % pour passer à 0,53 \$ par an et par personne, elle ne serait valorisée économiquement qu'à $0,53 \times 207 = 109,30$ \$.

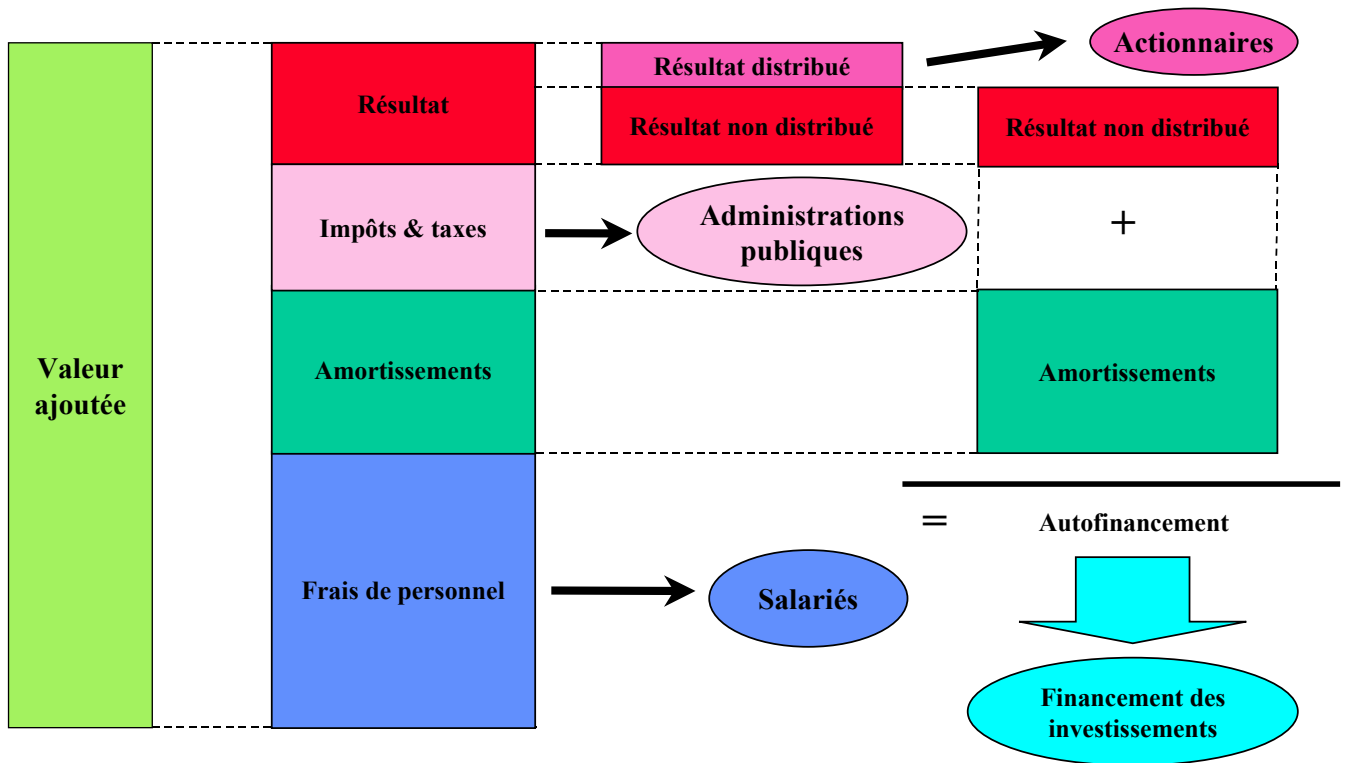
La productivité économique dépendant des prix, elle peut varier en sens inverse de la productivité physique.

La productivité économique est une productivité « apparente »

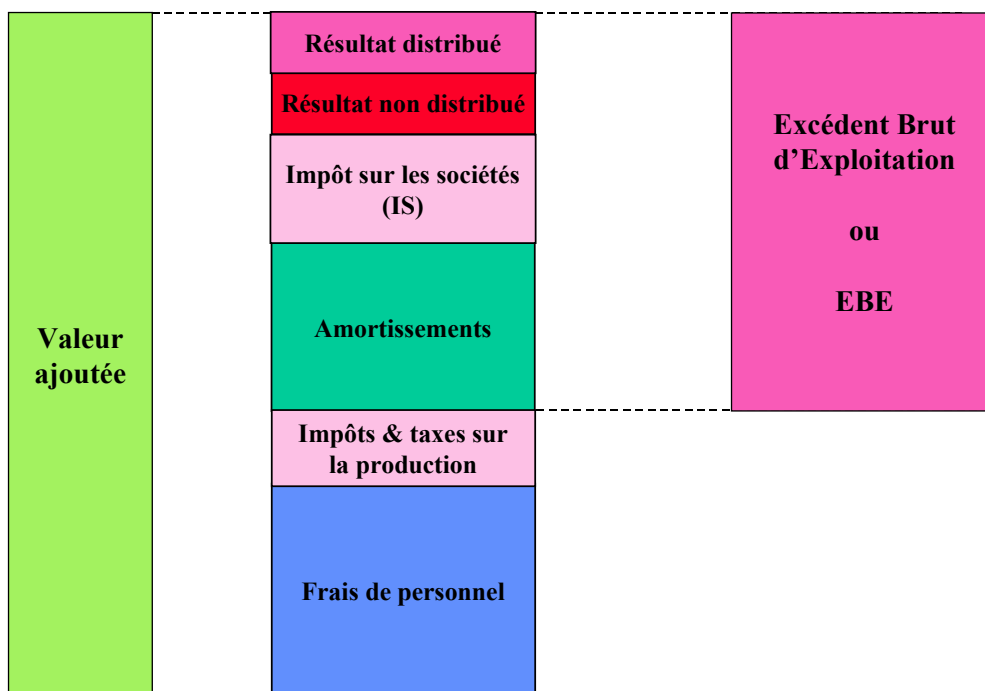
Entreprise : valeur ajoutée



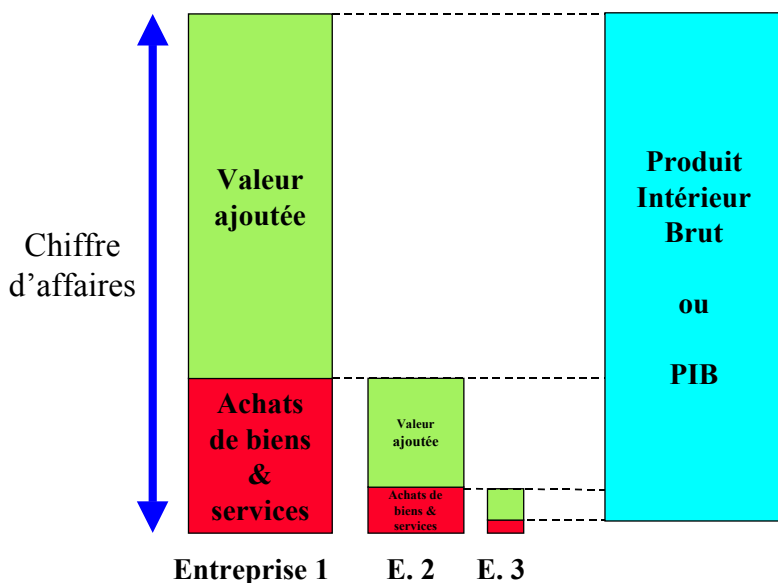
Entreprise : répartition de la valeur ajoutée



Entreprise : Excédent Brut d'Exploitation



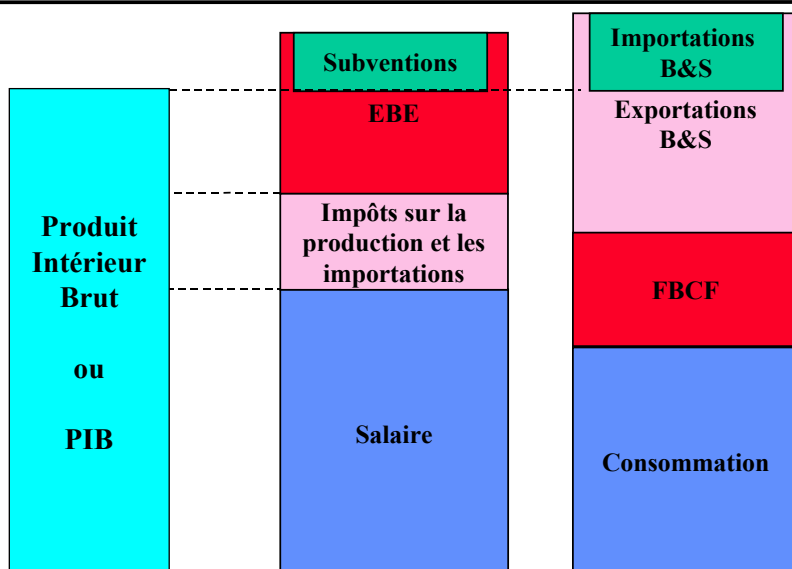
Macro-Economie : Produit Intérieur Brut



PIB = somme des valeurs ajoutées de toutes les unités résidentes

PIB = valeur, au prix du marché, des biens et services produits par toutes les unités résidentes et disponibles pour des emplois finaux

Macro-Economie : Répartition du PIB



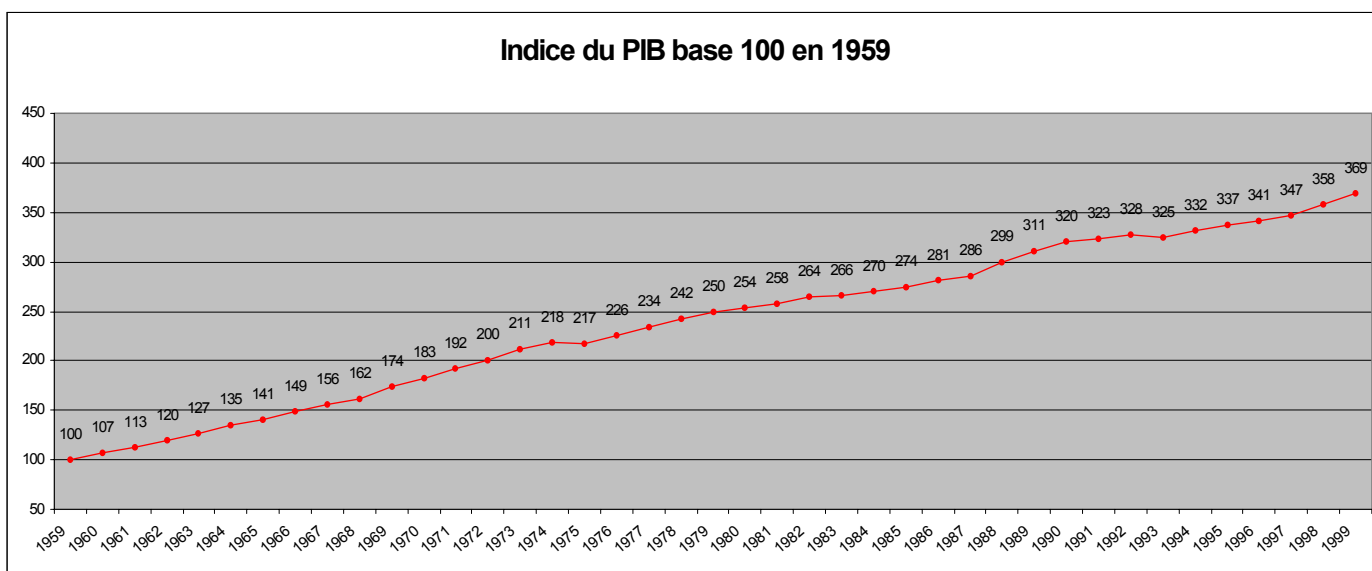
	2001	Mds €	%
Salaire total	739	100%	
Cotisation Patronales	199	27%	
Salaires et traitements bruts	540	73%	
Cotisations salariales	73	10%	
Salaire net	467	63%	

PIB (Approche Revenu)	Mds €	%
PIB 2001	1 464	100%
Rémunérations des salariés	774	52.9%
+Excédent brut d'exploitation et revenu mixte brut	487	33.3%
+Impôts sur la production et les importations	230	15.7%
-Subventions	-28	-1.9%

PIB (Approche demande)	Mds €	%
PIB 2001	1 463	100%
FBCF* Totale	294	20.1%
FBCF ménages hors EI**	64	4.4%
FBCF hors ménages	230	15.7%
Dépenses de consommation	1146	78.3%
Exportations biens & services	409	28.0%
Importations biens & services	-386	-26.4%

* Formation Brute de Capital Fixe
** Entreprises Individuelles

La croissance et la « crise » économique



Source : Jean Vassileff, Le partage contre la croissance

Décennie	Taux de croissance moyen
1959-1969	5.7%
1969-1979	3.7%
1979-1989	2.3%
1989-1999	1.8%

La croissance est continue malgré la « crise » !
Le PIB a été multiplié presque par 4 en 40 ans !

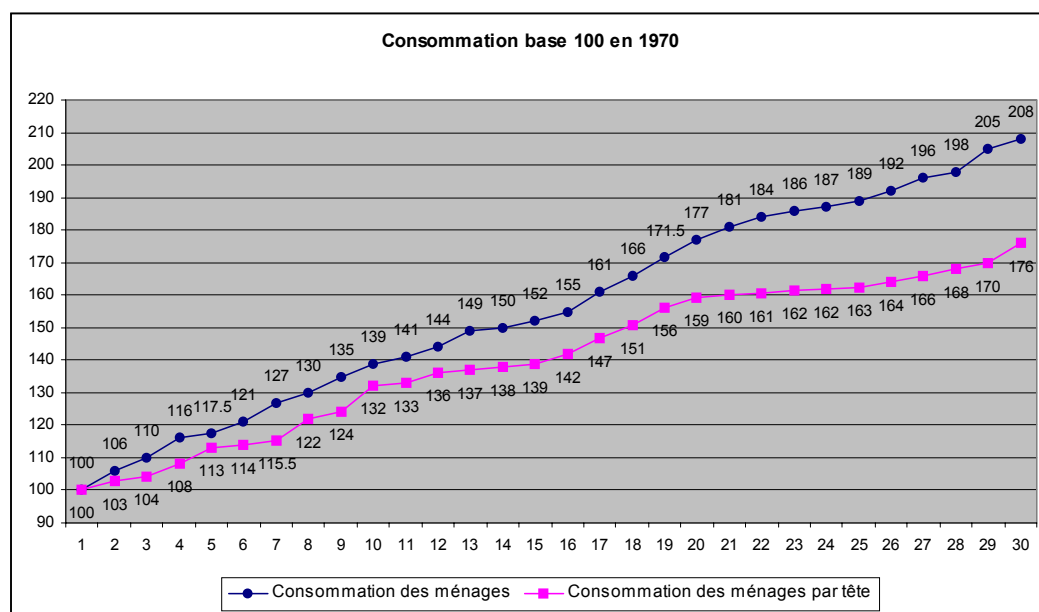
Attac-Rhône (rhone@attac.org)
 Espace communication, 44 Rue St Georges, 69005 Lyon
 T : 04.78.37.13.09 www.local.attac.org/rhone

Rémunération et protection sociale : qui paie ?

15

Bertrand BONY Institut de Formation

La consommation



Source : Jean Vassileff, Le partage contre la croissance

Population 1970 :
50 800 000 habitants
Population 1999 :
60 186 000 habitants
soit + 18 %

La Consommation par tête augmente malgré la « crise » et la croissance de la population !

Elle a été multipliée par 1,8 en 30 ans !

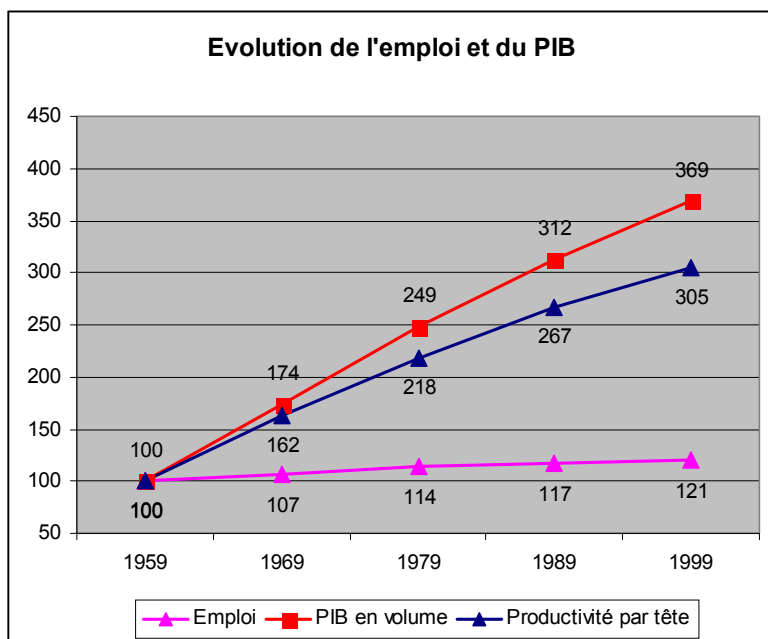
Attac-Rhône (rhone@attac.org)
 Espace communication, 44 Rue St Georges, 69005 Lyon
 T : 04.78.37.13.09 www.local.attac.org/rhone

Rémunération et protection sociale : qui paie ?

16

Bertrand BONY Institut de Formation

Croissance et Emploi



Années	Population active occupée
1959	18 976 000
1969	20 321 000
1979	21 696 000
1989	22 146 000
1999	22 923 000

En 40 ans, l'emploi n'a progressé que de 21 % alors que la croissance a été de 269 % !

Production = productivité par tête x nombre d'emplois

Croissance = variation de productivité x variation du nombre d'emplois (3,69 = 3,05 x 1,21)

La croissance ne crée de l'emploi que si elle est supérieure à l'augmentation de productivité

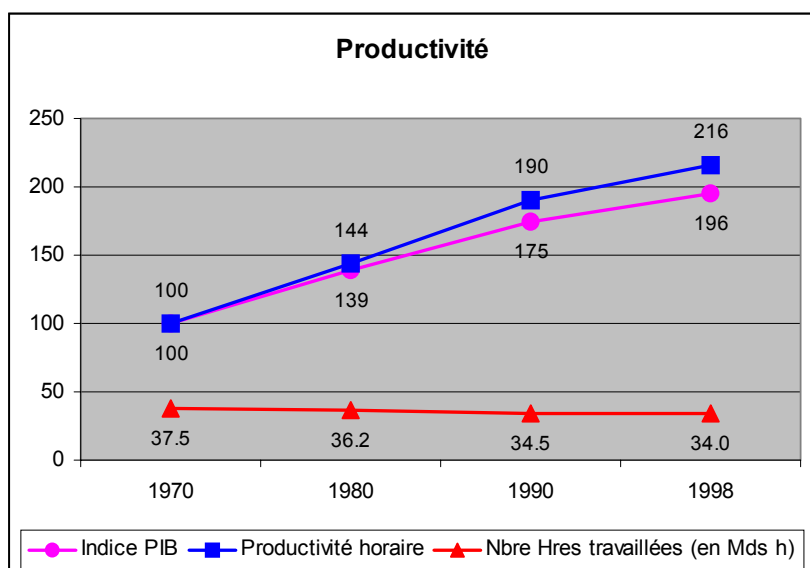
Attac-Rhône (rhone@attac.org)
Espace communication, 44 Rue St Georges, 69005 Lyon
T : 04.78.37.13.09 www.local.attac.org/rhone

Rémunération et protection sociale : qui paie ?

17

Bertrand BONY Institut de Formation

Croissance et Productivité



Années	Population active occupée	Horaire de travail annuel
1970	20 611 300	1 821
1980	21 747 300	1 663
1990	22 396 500	1 539
1998	22 705 200	1 498

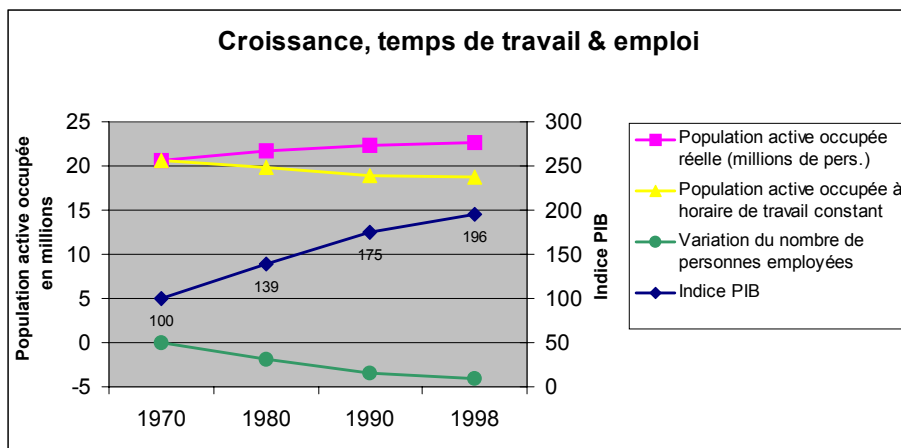
La productivité a plus augmenté que le PIB. Il a donc suffit de moins de travail en 1998 pour produire plus de 2 fois plus qu'en 1970 !

Attac-Rhône (rhone@attac.org)
Espace communication, 44 Rue St Georges, 69005 Lyon
T : 04.78.37.13.09 www.local.attac.org/rhone

Rémunération et protection sociale : qui paie ?

18

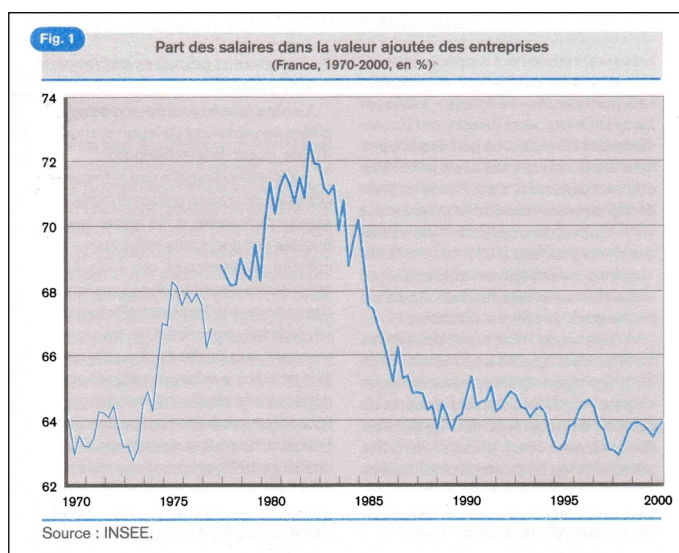
Bertrand BONY Institut de Formation



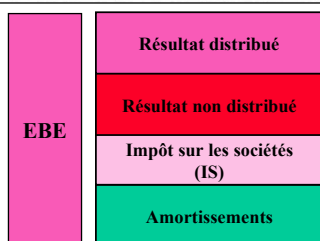
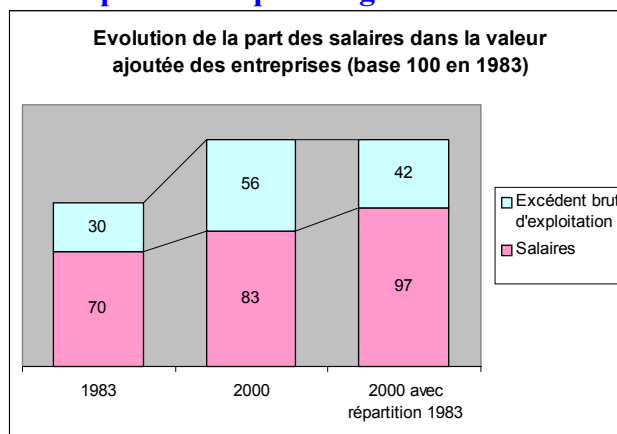
Années	Horaire de travail annuel	Variation cumulée en %
1970	1 821	
1980	1 663	-8.7%
1990	1 539	-15.5%
1998	1 498	-17.7%

Sans la baisse de 18 % du temps de travail entre 1970 et 1998 nous aurions 4 millions de chômeurs supplémentaires !

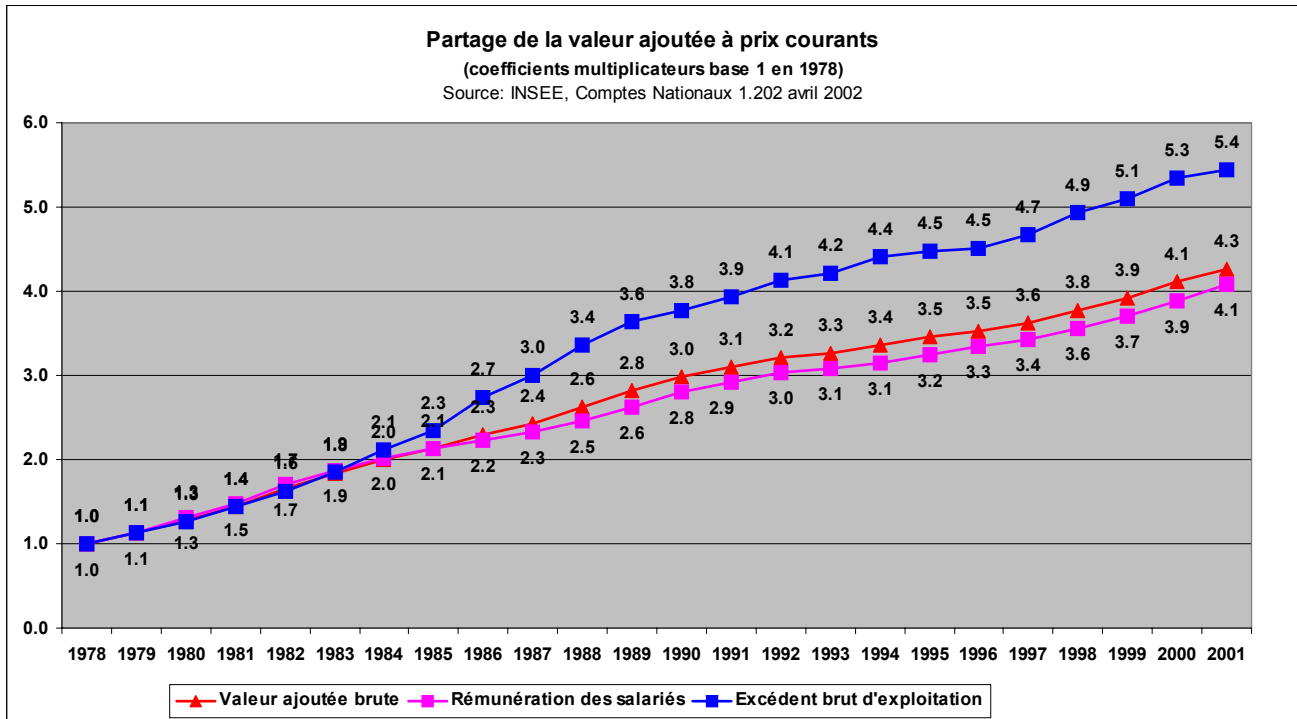
Où est passée la valeur ajoutée ?



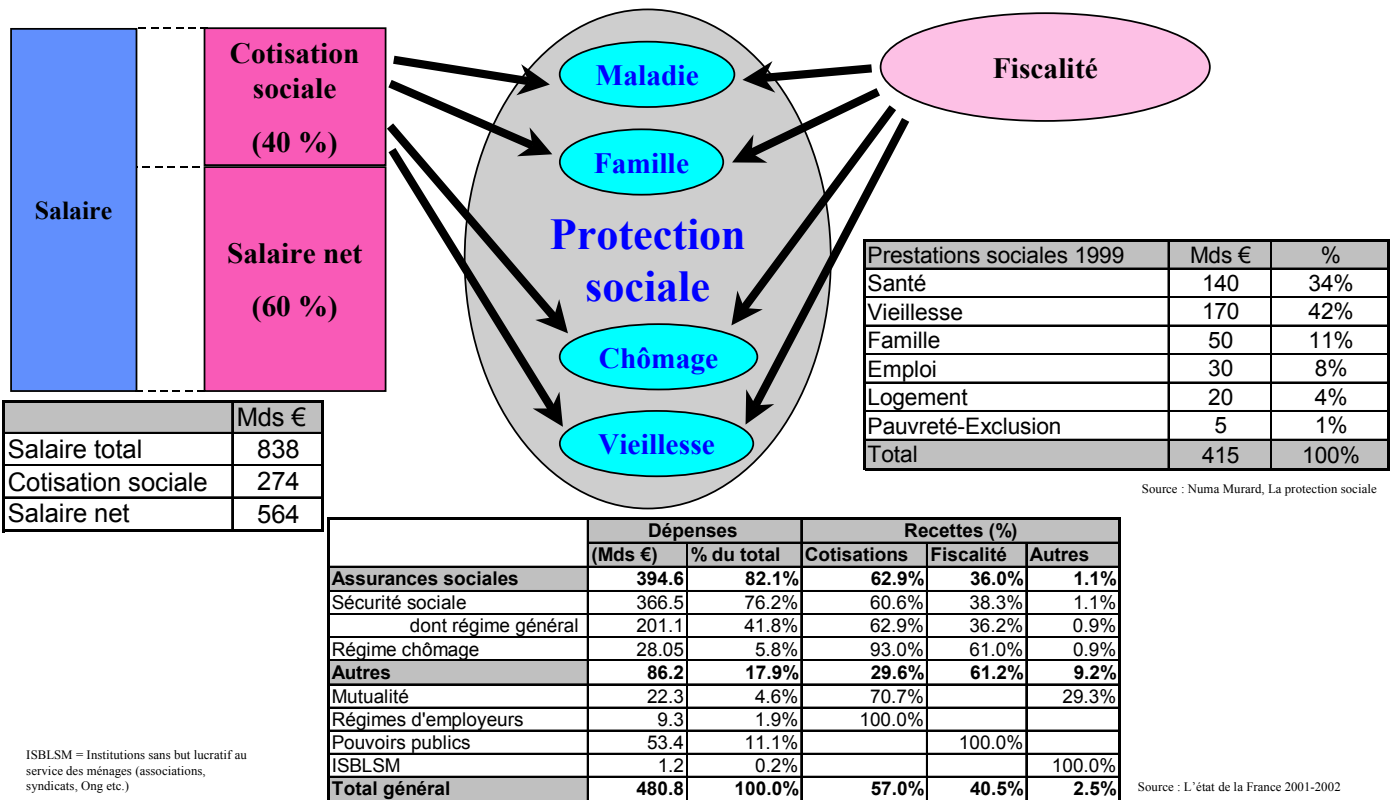
La part des salaires à perdu environ 10 % depuis 1983, c'est donc l'excédent brut d'exploitation qui a augmenté d'autant !



L'impôt sur les sociétés ayant plutôt baissé et l'investissement stagné, ce sont les résultats qui ont augmenté : en particulier la part distribuée sous forme de dividendes !



Le salaire et la protection sociale



Source : Numa Murard, La protection sociale

Source : L'état de la France 2001-2002

Le « coût » de la protection sociale



Les prestations représentent environ 81% des dépenses totales de protection sociale, les frais de gestion ne représentent que 3,4 % des dépenses

Dépenses totales	1995	1996	1997	1998	1999
Prestations de protection sociale	80.7	80.7	80.5	80.5	80.9
<i>En espèces</i>	53.7	53.6	53.6	53.4	53.8
<i>En nature</i>	18.1	18.3	18.2	18.3	18.3
<i>En services sociaux</i>	8.9	8.8	8.7	8.8	8.8
Frais de gestion	3.4	3.4	3.4	3.4	3.4
Transferts et autres	15.6	16	16.1	16.1	15.7
Dépenses totales en % du PIB	35.8	36.5	36.3	35.9	35.7

Les prestations représentent environ 29% du PIB

Prestations en % du PIB	1995	1996	1997	1998	1999
Santé	9.7	9.9	9.7	9.7	9.7
Vieillesse-survie	12.6	12.8	12.8	12.7	12.8
Maternité-famille	3.1	3.1	3.1	3	3
Emploi	2.3	2.3	2.3	2.2	2.2
Logement	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9
Pauvreté-exclusion sociale	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4
Total des prestations	29.0	29.4	29.2	28.9	29.0

Mais ces dépenses sont-elles des coûts ?

Source : L'état de la France 2001-2002

Attac-Rhône (rhone@attac.org)
Espace communication, 44 Rue St Georges, 69005 Lyon
T : 04.78.37.13.09 www.local.attac.org/rhone

Rémunération et protection sociale : qui paie ?

23

Bertrand BONY Institut de Formation

Le revenu des ménages



Revenu du ménage moyen en 1999		
	Milliards €	%
Revenus d'activité	619	61%
Salaires et traitements bruts	509	50.1%
Participations des salariés à l'expansion	5	0.5%
Revenus mixtes des travailleurs individuels	105	10.3%
Revenus du capital	111	11.0%
Intérêts effectifs perçus, revenus de la terre (fermages) et des actifs incorporels (brevets), dividendes, et autres revenus distribués par les sociétés, loyers.	111	11.0%
Revenus de transfert	286	28.1%
Indemnités journalières maladie	6	0.6%
Indemnités journalières accidents du travail	5	0.5%
Pensions, rentes pour invalidité ou infirmité	14	1.4%
Retraites, pré-retraites	171	16.8%
Indemnités journalières et allocations maternité	3	0.3%
Allocations familiales, compléments de salaires	25	2.5%
Allocations logement, action sociale	13	1.2%
Indemnités de formation	5	0.5%
Chômage	19	1.9%
Transferts courants divers (dont bourses d'études)	20	2.0%
Divers dont RMI	5	0.5%
Revenu Total	1 016	100%

Source : Jean Vassileff, Le partage contre la croissance

La protection sociale ?
Près de 30 % du REVENU
des ménages !
Et on parle de « charges
sociales » ?

Attac-Rhône (rhone@attac.org)
Espace communication, 44 Rue St Georges, 69005 Lyon
T : 04.78.37.13.09 www.local.attac.org/rhone

Rémunération et protection sociale : qui paie ?

24

Bertrand BONY Institut de Formation

Répartition du revenu entre les ménages



Répartition du revenu des ménages pour 1999					
Nombre de ménages "fictifs" (1 couple et 1,7 pers. à charge)			Revenu annuel moyen par ménage (€)	Revenu mensuel moyen par ménage (€)	Accroissement en % sur le décile inférieur
	Insee (1996)	Mds €			
1 ^{er} décile	1.4%	14.2	8 856	738	
2 ^{ème} décile	3.3%	33.5	20 875	1 740	+136%
3 ^{ème} décile	4.5%	45.7	28 465	2 372	+36%
4 ^{ème} décile	5.8%	58.9	36 689	3 057	+29%
5 ^{ème} décile	7.1%	72.1	44 912	3 743	+22%
6 ^{ème} décile	8.7%	88.4	55 033	4 586	+23%
7 ^{ème} décile	10.4%	105.6	65 786	5 482	+20%
8 ^{ème} décile	12.7%	129.0	80 335	6 695	+22%
9 ^{ème} décile	16.1%	163.5	101 842	8 487	+27%
10 ^{ème} décile	30.1%	305.7	190 401	15 867	+87%
Total = 16 058 000	100%	1015.8	63 256	5 271	

Misère, pauvreté, exclusion

Précarité, petits boulots, emplois temporaires

Zone intermédiaire relativement homogène : consommation et financement des mesures d'assistance

Pouvoir économique et social

Source : Jean Vassileff, Le partage contre la croissance

Le revenu moyen du 10^{ème} décile est égal à 22 fois celui du 1^{er} décile.

A l'intérieur du 10^{ème} décile, la moitié la plus riche reçoit 21.1 % du revenu total (soit 22 248 € par mois) contre 10.8 % pour la moitié la moins riche. En supposant que la moitié inférieure du 1^{er} décile touche 0.7 % du revenu total, le revenu moyen des 5 % les plus riches est alors de 30 fois celui des 5 % les plus pauvres.

Budget de l'état



Impôts sur les produits : payés par les consommateurs, quelque soit leur revenu

Budget de l'état 2001 (Mds €)					
Recettes			Dépenses		
	Mds €	%		Mds €	%
TVA	109.0	39%	Education & recherche	65.2	21%
Impôt sur le revenu	50.3	18%	Emploi, santé solidarité	40.4	13%
Impôts sur les sociétés	42.7	15%	Dotations budgétaires et prélèvements au profit des collectivités locales	39.6	13%
Taxe intérieure sur les produits pétroliers	25.3	9%	Défense nationale	37.4	12%
Impôt sur la fortune, Droits de mutation, taxe sur les salaires	21.5	8%	Autres missions de l'état (justice, sécurité, environnement, agriculture, culture, ...)	37.2	12%
Recettes non fiscales	29.1	10%	Paiement des intérêts de la dette de l'état	36.6	12%
			Equipement, transport, logement	20.3	7%
			Financement du budget de l'Union Européenne	15.1	5%
			Industrie, économie, finances	14.2	5%
TOTAL	277.9	100%		306.0	100%
Déficit	-28.0				

Les impôts financent les intérêts de la dette de l'état, versés aux détenteurs de titres de la dette publique, qui prêtent à l'état pour combler le déficit budgétaire ... au lieu de lui verser des impôts pour équilibrer le budget !

La France « écrasée » par la fiscalité ?



Part de l'impôt sur les revenus et sur les bénéfices par rapport au PIB (OCDE 1998)	
France	11.1%
Etats-Unis	14.4%
Grande-Bretagne	14.5%
Suède	21.7%
Moyenne Union européenne	14.6%

Part de la fiscalité applicable au patrimoine par rapport au PIB (OCDE 1998)	
France	2.4%
Etats-Unis	3.2%
Grande-Bretagne	4.0%
Allemagne	0.9%
Belgique	1.3%
Luxembourg	3.8%

En % des prélèvements obligatoires (OCDE 1998)	Impôt sur le revenu et les bénéfices	Impôt sur le patrimoine
France	24.5%	5.4%
Etats-Unis	48.4%	10.7%
Grande-Bretagne	38.5%	10.6%
Allemagne	29.2%	
Japon		10.8%
Moyenne UE	34.5%	4.5%

Le « *taux de prélèvements obligatoires effectifs* » est égal au rapport entre la somme de tous les impôts et cotisations sociales et le PIB. Il est passé en France de 32.2% en 1960 à 45.5% en 1984. Les 3/4 de cette progression sont dus à l'extension du salaire socialisé et 1/4 seulement aux impôts.

En 1996 ce taux était de 45.7 %. Si on enlève les prélèvements pour l'union européenne on obtient le « *taux de prélèvements effectifs des administrations publiques* » : 44.7 %.

Les prélèvements publics utilisés par les administrations publiques pour financer leur fonctionnement (à l'exclusion donc de leurs dépenses de redistribution) donnent le « *taux de prélèvements nets de transferts* » : 19.4 % !

D'autre part, depuis 1980 la part des dépenses induites par la fonction publique d'Etat est passée de 10,5 % à 8,5 % du PIB, soit une baisse de 20 % de la charge qu'elle représente !

Sources : Jean-Paul Piriou : La comptabilité nationale; Le Monde Diplomatique mars 2002 : Faux privilégiés, vrais nantis

Attac-Rhône (rhone@attac.org)
Espace communication, 44 Rue St Georges, 69005 Lyon
T : 04.78.37.13.09 www.local.attac.org/rhone

Rémunération et protection sociale : qui paie ?

27

Bertrand BONY Institut de Formation

Fiscalité : qui paie ?



- ✓ **Trois types d'impôts (du point de vue de « l'assiette ») :**
 - ⇒ Sur les revenus (IRPP, IS)
 - ⇒ Sur le patrimoine (ISF, Droits de mutation)
 - ⇒ Sur les produits (la consommation) (TVA, TIPP)
- ✓ **Les impôts « supportés » par les entreprises**
 - ⇒ Taxe professionnelle, taxe d'apprentissage, impôts sur les bénéfices etc..
 - ⇒ Comme toutes les charges des entreprises, ils sont répercutés sur les PRIX des produits et sont donc payés par les clients !
 - ⇒ L'entreprise n'est jamais qu'un COLLECTEUR d'impôt !
- ✓ **Tous les impôts sont finalement supportés par les PERSONNES et prélevés sur le revenu courant, c'est à dire le PIB !**
 - ⇒ Y compris les impôts sur le patrimoine : soit le propriétaire a des revenus pour payer ses impôts, soit il vend une partie de son patrimoine pour les payer et c'est alors le revenu de l'acheteur qui est mobilisé !
- ✓ **Il n'y a que de « l'aujourd'hui » en économie**
 - ⇒ La source de toute valeur est TOUJOURS le travail courant
 - ⇒ Il n'y a pas de transfert de valeur dans le temps, sauf par l'accumulation physique de biens et services durables. Encore faut-il, pour tirer de la valeur de ce stock, qu'il y ait un flux de travail !

Attac-Rhône (rhone@attac.org)
Espace communication, 44 Rue St Georges, 69005 Lyon
T : 04.78.37.13.09 www.local.attac.org/rhone

Rémunération et protection sociale : qui paie ?

28

Bertrand BONY Institut de Formation

Mon salaire est-il la contrepartie de mon travail ?



La contrepartie du travail des salariés est la **VALEUR AJOUTEE** et non leur salaire !

Valeur ajoutée	Résultat
	Impôts & taxes
	Amortissements
	Frais de personnel

✓ « Toute valeur à pour origine un travail » ne signifie en aucun cas que « mon salaire est la contrepartie de mon travail »

- ⇒ Mon salaire (net) est la part qui me revient dans la distribution primaire du revenu, c'est à dire de la valeur créée par le travail courant.
- ⇒ C'est la part qui m'est attribuée « au nom de » ma participation au travail courant, et non en « contrepartie de »... !
- ⇒ Le salaire est un « barème » et non un prix (le prix de ma « force de travail », où le revenu de mon « capital humain »).

Ma retraite est-elle la contrepartie de mes cotisations passées ?



✓ Dans le cas de la répartition (régime actuel)

- ⇒ C'est la cotisation sociale, part mutualisée du salaire, contrepartie du travail présent qui finance ma retraite. Mes cotisations passées légitiment ma retraite mais ne la financent pas.

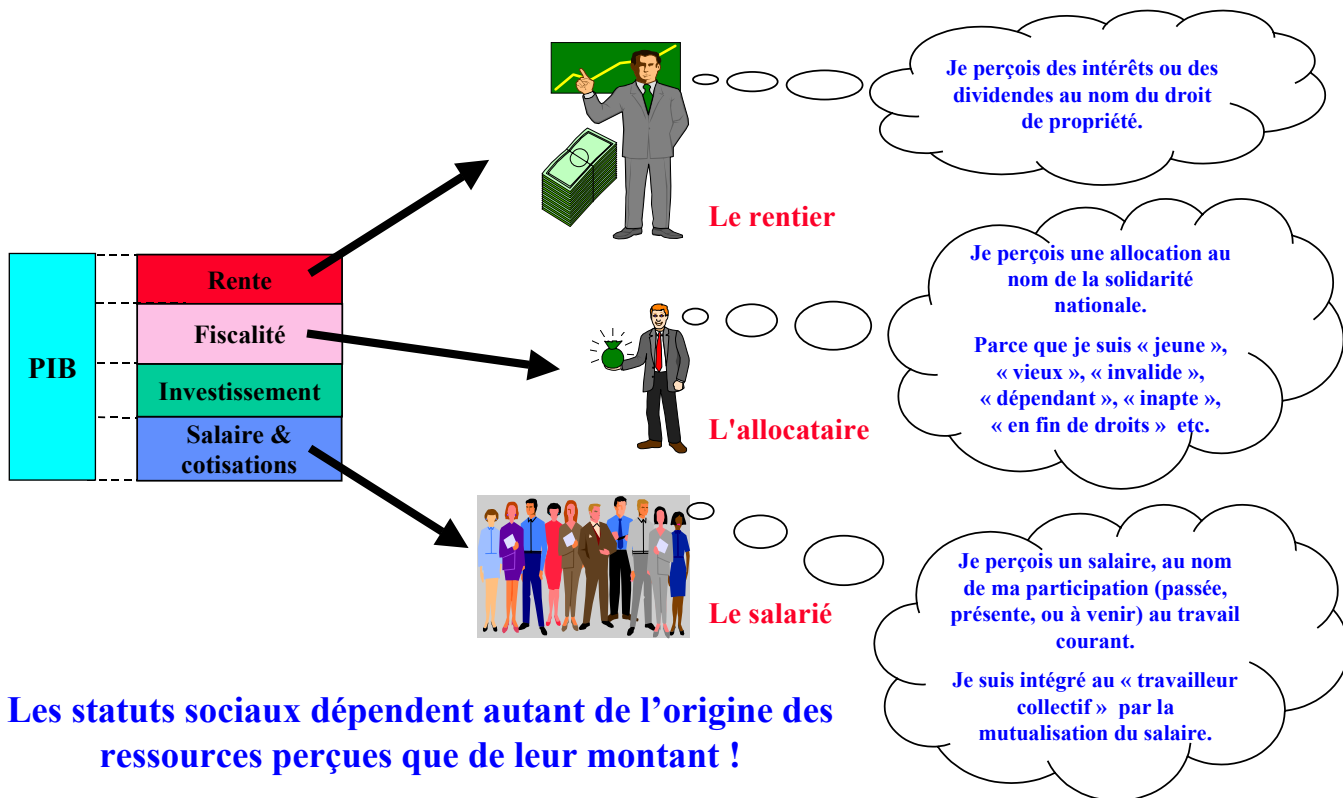
✓ Dans le cas d'un régime par capitalisation

- ⇒ Soit je vends les titres de mon portefeuille, et c'est le revenu présent de l'acheteur qui finance ma retraite.
- ⇒ Soit je « place » mes titres pour en tirer une rente, dividendes des titres de mon portefeuille, et c'est encore une part de la valeur ajoutée du travail présent qui m'est attribuée : le résultat distribué aux actionnaires.

✓ Dans tous les cas ma retraite est prélevée sur la valeur du travail courant

- ⇒ Seul change ce qui légitime mon attribution d'une part de la valeur du travail courant.

L'origine des ressources est-elle indifférente ?



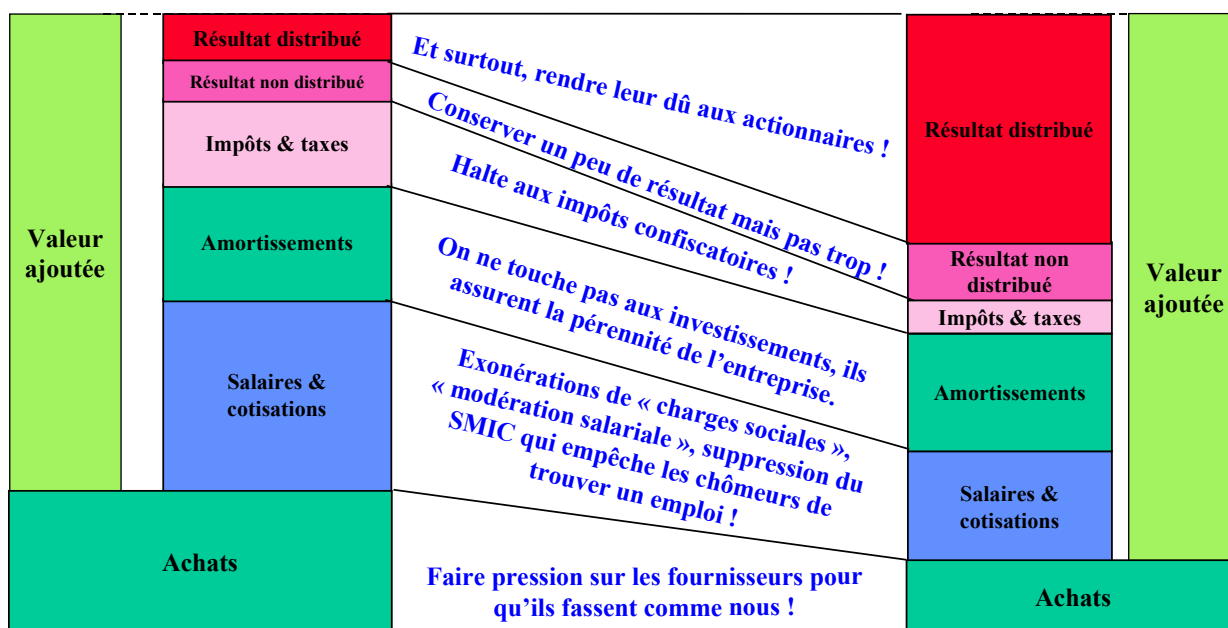
Attac-Rhône (rhone@attac.org)
Espace communication, 44 Rue St Georges, 69005 Lyon
T : 04.78.37.13.09 www.local.attac.org/rhone

Rémunération et protection sociale : qui paie ?

31

Bertrand BONY Institut de Formation

Réduire les « charges » des entreprises ?



Et quand on a fait tout ça ? Eh bien ... on recommence !

Et que reste-t-il pour payer les impôts et la protection sociale ? Eh bien ... ce qu'il reste du salaire !

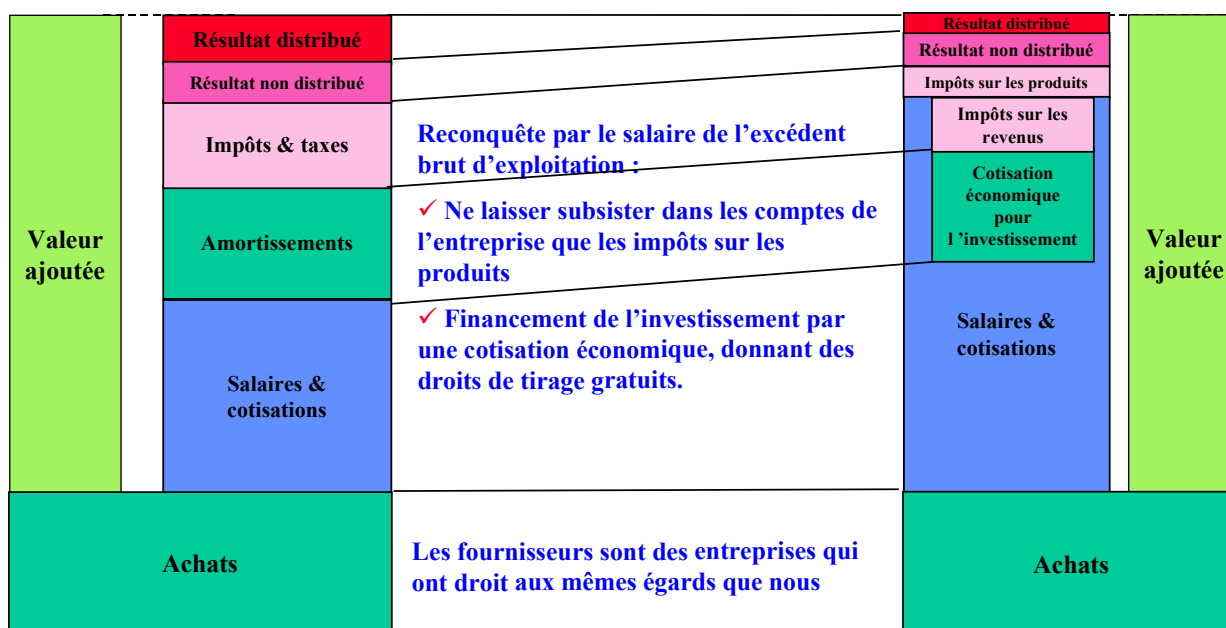
Attac-Rhône (rhone@attac.org)
Espace communication, 44 Rue St Georges, 69005 Lyon
T : 04.78.37.13.09 www.local.attac.org/rhone

Rémunération et protection sociale : qui paie ?

32

Bertrand BONY Institut de Formation

Où augmenter le salaire ?

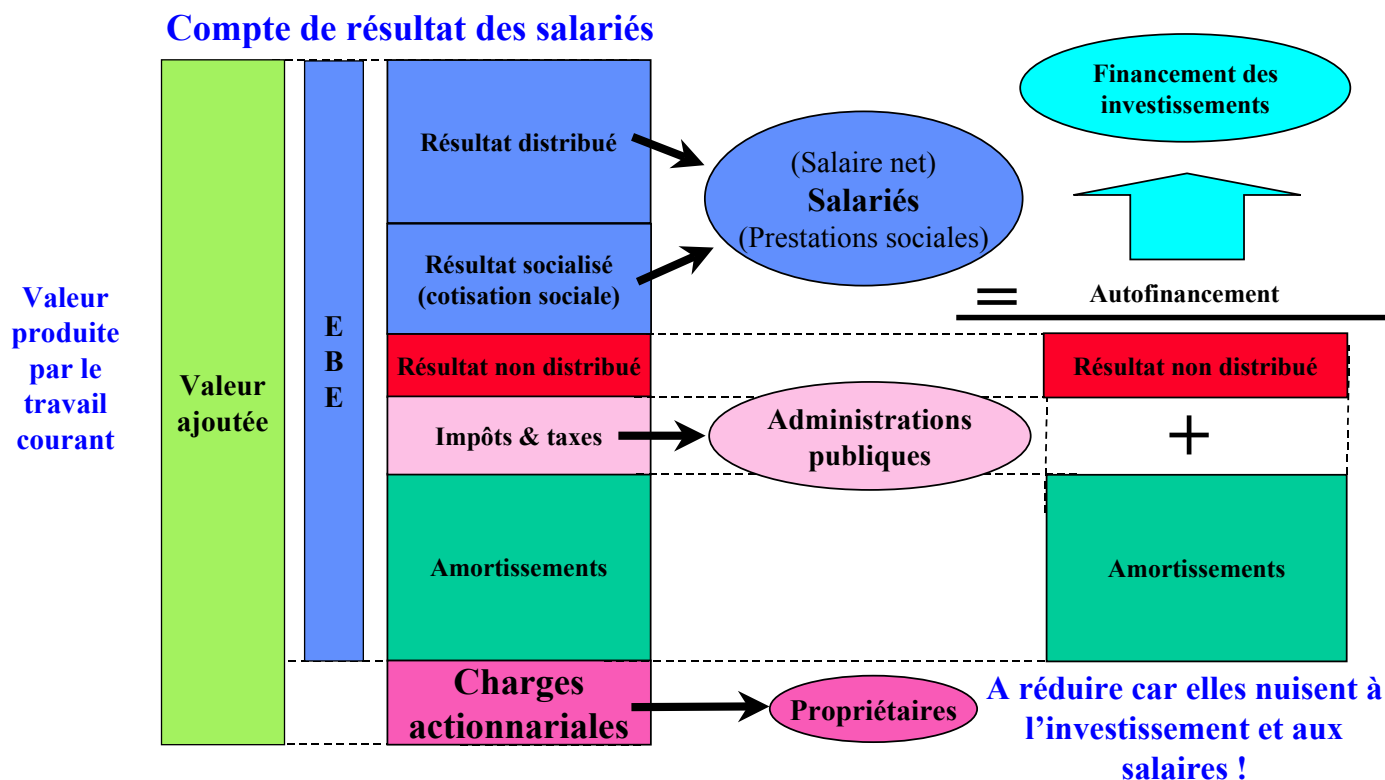


Se battre pour le salaire c'est affirmer le travail comme seule source de valeur et, en mutualisant le salaire, reconnaître en chaque citoyen un membre du travailleur collectif quelque soit sa situation du moment (étudiant, actif en emploi ou hors emploi, malade, retraité etc.)

Pour quoi se battre ?



- ✓ **Pour reconquérir la part du salaire perdue dans la valeur ajoutée.**
 - ⇒ Dans un premier temps 10 % du PIB soit un flux annuel d'environ 120 Mds €
 - ⇒ Etudiants payés ≈ 1000 € / mois ≈ 30 Mds €
 - ⇒ Chômeurs indemnisés à 80 % de leur salaire ≈ 35 Mds €
 - ⇒ Réduction du temps de travail à 30 h/semaine sans baisse de salaires ≈ 50 Mds € .
 - ⇒ Retraites indexées sur les salaires et non sur les prix.
 - ⇒ Suppression des minima sociaux : remplacement par un salaire minimum inaliénable égal au SMIC.
- ✓ **Pour le financement intégral de la protection sociale par les cotisations sociales**
 - ⇒ Suppression de la CSG/CRDS, de la « prime pour l'emploi » etc.
 - ⇒ Suppression de toutes les exonérations de cotisations sociales
 - ⇒ Inscription dans la constitution du caractère inaliénable du salaire et du financement de la protection sociale par répartition sous forme de cotisations sociales



Bibliographie

- ✓ L'état de la France 2001-2002, La découverte.
- ✓ La comptabilité nationale, Jean-Paul Piriou, collection repères, La découverte 2001.
- ✓ La protection sociale, Numa Murard, collection repères, La découverte 2001.
- ✓ Le partage contre la croissance, Jean Vassileff, Siloë 2001.
- ✓ Puissances du salariat, Bernard Friot, La dispute 1998.
- ✓ Et la cotisation sociale créera l'emploi, Bernard Friot, La dispute 1999.
- ✓ L'économie économe, Jean-Marie Harribey, L'Harmattan, logiques économiques 1998.
- ✓ La monnaie et ses mécanismes, Dominique Plihon, collection repères, La découverte 2000.
- ✓ Déchiffrer l'économie, Denis Clerc, Syros, Alternatives économiques 1999.
- ✓ Introduction à la comptabilité d'entreprise, Michel Capron & Michèle Lacombe-Saboly, collection repères, La découverte 1996.
- ✓ Qu'est-ce que la richesse ? Dominique Méda, Alto Aubier 1999.
- ✓ Les retraites au péril du libéralisme, Fondation Copernic (coord. Pierre Khalfa et Pierre-Yves Chanu), Syllepse 1999.
- ✓ Les théories de la monnaie, Anne Lavigne, Jean-Paul Pollin Collection repères, La découverte 1997